



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La situation technico-économique et sociale de la production industrielle porcine en Roumanie

Michel Guglielmi, Dominique Granjon, Olivier Thouret

Résumé

L'analyse des complexes industriels porcins de Roumanie met en évidence la faiblesse générale de leurs performances, la prégnance des modes d'organisation du travail, de circulation de l'information et de gestion, hérités de la période précédente et les difficultés économiques sérieuses auxquelles ils sont confrontés, dans le contexte d'une transition incertaine et mal maîtrisée à l'économie de marché. On conclut sur la nécessité d'une approche spécifique de ces économies et de ces sociétés en transition.

Abstract

Technical, economic, social situation of the industrial porcine production in Rumania

The analysis of industrial porcine enterprises in Rumania shows their generally low performances, the permanence of the former labour organisation and of the former management, the important economic difficulties they meet with in an uncertain transition to market economy. It seems necessary to have a specific approach to the economies and the societies of these East European countries in transition.

Citer ce document / Cite this document :

Guglielmi Michel, Granjon Dominique, Thouret Olivier. La situation technico-économique et sociale de la production industrielle porcine en Roumanie. In: Économie rurale. N°214-215, 1993. La fin du collectivisme agricole à l'Est : une nouvelle donne pour l'Europe ? Session de printemps 1992 organisée par Mme Simone Nidenberg et M. Alain Pouliquen. pp. 54-56;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1993.4532>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1993_num_214_1_4532

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA SITUATION TECHNICO-ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PORCINE EN ROUMANIE¹

Michel GUGLIELMI*, Dominique GRANJON** et Olivier THOURET**

Résumé :

L'analyse des complexes industriels porcins de Roumanie met en évidence la faiblesse générale de leurs performances, la prégnance des modes d'organisation du travail, de circulation de l'information et de gestion, hérités de la période précédente et les difficultés économiques sérieuses auxquelles ils sont confrontés, dans le contexte d'une transition incertaine et mal maîtrisée à l'économie de marché. On conclut sur la nécessité d'une approche spécifique de ces économies et de ces sociétés en transition.

TECHNICAL, ECONOMIC, SOCIAL SITUATION OF THE INDUSTRIAL PORCIN PRODUCTION IN RUMANIA

Summary :

The analysis of industrial porcine enterprises in Rumania shows their generally low performances, the permanence of the former labour organisation and of the former management, the important economic difficulties they meet with in an uncertain transition to market economy. It seems necessary to have a specific approach to the economies and the societies of these East European countries in transition.

La production porcine est une composante importante de l'alimentation en Roumanie : elle représente près de la moitié de la production de viande et près du quart de la production agricole. Organisée jusque récemment principalement au sein de complexes industriels de grande taille (complexes d'État : 580 000 truies pour 51 unités ou "coopératifs" : 310 000 truies pour 110 unités - données de 1990), cette production a fait l'objet en 1991 d'une analyse technique et économique aussi approfondie qu'il était possible :

- à partir d'une utilisation de statistiques existantes mais difficilement disponibles,
- à partir de séjours prolongés sur 2 de ces complexes, qui ont permis une observation directe des pratiques techniques et sociales.

L'un d'entre eux (Unité A, complexe d'État) peut être considéré comme une des unités de production les plus performantes de Roumanie ; l'autre au contraire (l'unité B, "coopérative") fut choisi parce qu'obtenant des résultats techniques et économiques médiocres.

- enfin à partir de visites approfondies sur 5 autres unités.

L'efficacité technique et économique du système de production industriel

On a pu mettre en évidence la faiblesse générale des performances de ces unités de production, y compris de celles qui sont au meilleur niveau dans le pays. Le tableau 1 suivant donne quelques résultats en comparaison avec les données moyennes françaises.

* CEREF/ISARA, 31 Place Bellecour 69288 Lyon Cedex 02

** ALTAIR, ERAC, 14 av. Berthelot 69007 Lyon

1. Ce texte résulte principalement d'une observation empirique réalisée par deux étudiants de l'ISARA au cours de l'année 1991 à l'occasion d'une mis-

sion de six mois qui leur avait été confiée par Vétérinaires Sans Frontières, en lien avec la Faculté de Sciences vétérinaires de Bucarest. On tente ici d'en tirer les principaux enseignements.

Illustration non autorisée à la diffusion

Sources : Ministère Roumain de l'Agriculture (1990), observations sur place (1991), ITP (1989)

Bien que surestimés en raison des modes d'enregistrement et du mode de rémunération du personnel, ces résultats sont très médiocres.

Sur l'un des deux complexes observés, on vend 10,7 porcs gras par truie et par an ; sur l'autre seulement 2,5. Les pertes sont considérables, les indices de consommation élevés. Pour chaque kg de porc produit, on a pu calculer qu'il fallait en Roumanie au moins 1,5 fois plus d'aliment qu'en France, mais aussi 2 fois plus d'eau, 3 fois plus d'énergie et 3 fois plus de main-d'œuvre.

Les raisons immédiates apparentes tiennent à la vétusté générale des outils de production (construits presque tous dans les années 1970) et au faible niveau de protection sanitaire et d'hygiène générale. Les conditions d'ambiance ne sont pas maîtrisables (ventilation dynamique hors d'usage..) ou d'un coût élevé (chauffage au sol en maternité sans matériau isolant) ; filtres sanitaires inefficaces ; peu de vides sanitaires ; présence d'animaux indésirables (chiens, rats).

Mais ces résultats tiennent aussi aux conditions d'approvisionnement : aliments, médicaments par exemple sont à la fois de qualité très médiocre et irréguliers en qualité et en quantité. Les résultats sont d'ailleurs meilleurs sur les complexes qui disposent de leur propre fabrique d'aliments du bétail.

Ces performances techniques médiocres, combinées à une dégradation des rapports de prix extrants/intrants (libération des prix des matières premières entre octobre 1990 et avril 1991) conduisent à une dégradation rapide des résultats économiques (tableau 2)

Tableau 2. - Pouvoir d'achat d'1 kg de porc

	Juillet 1990	Juillet 1991
aliment (kg)	10,2	4,6
coûts salariaux (h)	1 h 30	0 h 55
électricité (Kwh)	49	18

Aucun complexe de production en juillet 1991 n'a un coût de production inférieur au prix de vente courant. On a pu estimer qu'à cette même date le coût moyen de production du kilo de viande porcine était supérieur d'environ 25-30 lei au prix de vente (soit

50 à 60 % de plus), et que l'écart était de 40 lei en octobre 91 (40 %).

La prégnance des modes d'organisation du travail, de circulation de l'information et de gestion, hérités de la période précédente

Le niveau de formation des personnels ne peut être tenu pour responsable des mauvaises performances : d'une manière générale les cadres et techniciens ont des connaissances scientifiques et techniques, certes très spécialisées, mais de bon niveau.

L'essentiel du mauvais fonctionnement relève de l'organisation sociale du travail, de la circulation de l'information, du mode d'exercice du pouvoir dans l'entreprise (tableaux 3 et 4). L'organisation verticale (information exclusivement montante, consignes et ordres descendants), combinée à l'hyper spécialisation des tâches à tous les niveaux, interdisent à quiconque de porter une appréciation sur sa propre activité, comme de percevoir ses liaisons et articulations avec les autres tâches ou activités. Par exemple, les chefs de ferme, théoriquement responsables des résultats économiques de leur ferme, n'ont aucun moyen de peser sur :

- l'approvisionnement en aliment en quantité et qualité ;
- la technologie mise en œuvre (bâtiment, ambiance) ;
- le niveau de main-d'œuvre nécessaire ;
- la réparation et l'entretien des équipements etc.

Ces caractères de l'organisation ancienne du travail restent présents. Sont également toujours fortes la tendance des salariés à se réfugier dans la sphère privée, ainsi que les différentes formes de "résistance" sur le lieu de travail : vol par défi ou nécessité matérielle ; falsification des données ; (non) travail routinier, irresponsabilité généralisée.

Tableau 3. - Division organique et hiérarchique d'une société

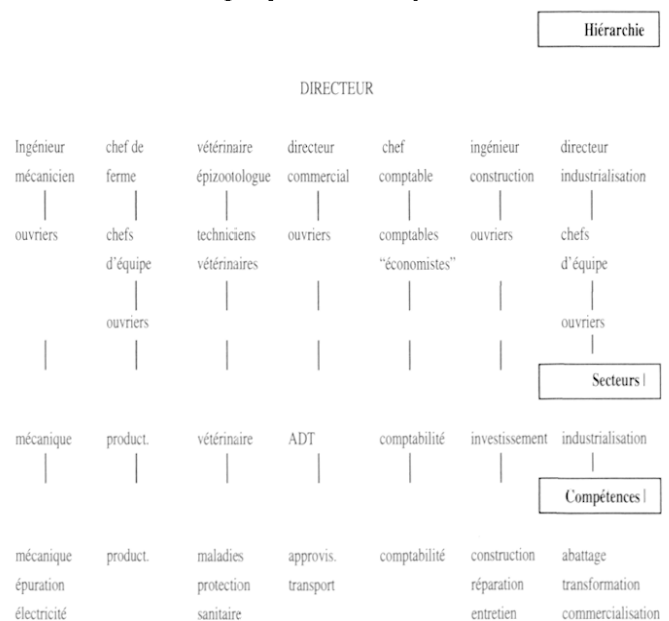


Tableau 4. - **Tableau synthétique des relations entre l'espace, le niveau hiérarchique et l'accès à l'information**

Niveau	0	1	2	3
Niveau hiérarchique	Ouvriers Techniciens	Chef de ferme	Chef de complexe Chef comptable	Direction Générale
Accès à l'information	Exclus	Technique	Économique	Financière
Localisation spatiale	Bâtiments de production	Bureaux de ferme	Bureaux du complexe	Siège central

Une autonomie de décision incomplète, aux conséquences parfois néfastes.

Les unités de production se sont certes vu accorder une certaine autonomie de décision, notamment en ce qui concerne les achats d'intrants et les ventes des produits. Mais :

- cette autonomie est largement limitée par une dépendance encore forte à l'égard de l'État en ce qui concerne les investissements (l'État reste actionnaire majoritaire dans les nouvelles sociétés par action) ;

- surtout les dirigeants ne sont pas en mesure d'apprécier les effets de leurs décisions sur leurs partenaires commerciaux, ni d'anticiper leurs réactions. Le "passage à l'économie de marché", expression magique largement utilisée, n'est dans la pratique perçu que comme la disparition de contraintes, comme un ensemble de droits: droit de choisir ses clients et fournisseurs, de fixer un prix, de vendre ou de ne pas vendre, d'acheter ou de ne pas acheter. Si l'on ajoute à cela de la part des autorités politiques l'absence de signaux clairs et de règles clairement établies, on comprend que l'autonomie accordée conduise davantage à un ensemble désordonné de décisions à court terme, qu'à un marché susceptible d'orienter les décisions des opérateurs.

L'exemple des réactions - à Sibiu - à la décision gouvernementale d'augmenter le prix plafond du porc au 1er avril 1991 en est révélateur : en mars les complexes de production stockent dans l'espoir d'une plus-value. L'abattoir licencie alors une partie de son personnel. En avril l'abattoir ne peut faire face à l'afflux d'animaux. Deux complexes de production décident alors en toute hâte de construire 2 unités d'abattage, de transformation et de vente. Puis ne parviennent pas à écouler leur production au nouveau prix (baisse de consommation)

On peut même au bout du compte s'interroger sur la possibilité de pérennité de ces unités de production. Sans même insister sur les dégâts considérables causés à l'environnement et notamment à la qualité de la ressource en eau, l'ampleur des investissements de réhabilitation à réaliser ne serait-ce que du strict point de vue productif, rend impossible toute reprise de l'outil par des capitaux étrangers. L'État roumain ne paraissant pas en mesure financièrement, techniquement, politiquement de restaurer leur capacité de production et leur bon fonctionnement, il n'est pas surprenant que ces complexes perdent du terrain sur la production privée familiale qui se développe actuellement à vive allure (elle serait passée entre le 1^{er} janvier 1990 et le 1^{er} janvier 1991 de 28 à 47 % de la production porcine roumaine).

Cet ensemble d'observations ne permet guère d'entrevoir de perspectives positives, non seulement en ce qui concerne le passage à une économie de marché maîtrisée et régulée, mais également en ce qui concerne d'éventuels "transferts de savoir-faire". Où agir ? A quel niveau ? Suffit-il de tenter de former les cadres et dirigeants de ces complexes à la gestion ? ou les cadres dirigeants de l'État ? Qui aura la possibilité, le pouvoir et la force de modifier de fond en comble l'organisation sociale du travail dans ces unités (et d'autres) ? Quelles sont les forces sociales susceptibles de porter un tel mouvement ?

Chacune des sociétés de l'Europe centrale et orientale a une histoire économique, sociale, culturelle particulière, y compris en ce qui concerne les 45 (ou 70) dernières années. W. Andreff (1991) souligne que "l'ancien système ne se laisse pas démonter, restructurer, et transformer en une économie de marché, à la même vitesse que les intentions politiques de restructuration et de transition", et que "les relations économiques, individuelles ou sociales ne sont pas infiniment malléables et réversibles" (in **Bulletin d'Information du ROSES**).

Autant dire que les conditions de la pertinence et de l'efficacité d'actions d'appui et d'intervention - aussi généreuses soient-elles - ne sont pas d'emblée réunies. Un gros travail d'analyse de ce que sont ces économies et ces sociétés reste à faire, ne serait-ce que pour identifier les leviers prioritaires sur lesquels agir.